

Le chômage

Ils pensent qu'il y a moins de chômeurs mais que le pourcentage est un peu plus élevé, et qu'alors ils ont, eux, le droit d'en obtenir un, monsieur le président. Ce sont là les programmes sélectifs du gouvernement progressiste conservateur. Et de la partisanerie du ministre des Travaux publics (M. Nielsen), et surtout du ministre des Approvisionnements et Services rendus (M. La Salle), monsieur le président, qui lui décide au Québec. C'est le député de Joliette, monsieur le président, qui décide au Québec qui va avoir des fonds pour un projet Canada au travail. Il faut que l'intéressé dise qu'il est progressiste conservateur avant de l'avoir. Je pense que c'est faire honte à ce Parlement. C'est faire honte à ce Parlement, monsieur le président, que de faire de la partisanerie sur le dos des chômeurs, sur le dos des femmes, et c'est honteux, monsieur le président, de ne pas avoir de politique pour les femmes au travail, pour les jeunes et pour les chômeurs.

● (1720)

[Traduction]

M. Alexander: Avec le consentement de la Chambre, le député me permettrait-il de lui poser une brève question? Pourrait-il nous dire si sa circonscription fait partie du programme Canada au travail? Si oui, quelle somme lui a été affectée? Je veux tout simplement savoir si elle a été exclue ou incluse?

[Français]

M. Olivier: Monsieur le président, cela me fait plaisir, j'ai autant de projets qu'il y a de progressistes conservateurs; je n'en ai aucun.

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Monsieur l'Orateur, je vous remercie de m'accorder la parole. Je vais tâcher d'être bref, et je veux féliciter tous mes amis du Québec, les libéraux, de m'avoir fait ce coup de salaud-là cet après-midi. Cela prenait des gars du Québec, et je les excuse auprès de la population. D'ailleurs si on me l'avait demandé, je lui aurais cédé la parole de bonne grâce. Je suis très heureux d'avoir l'occasion de dire quelques mots sur la motion de l'opposition déposée à la Chambre. Je veux aussi féliciter le député de Blainville-Deux-Montagnes (M. Fox) qui s'est chargé de la présenter, laquelle se lit comme suit:

Que la Chambre déplore l'inertie du gouvernement en matière de création d'emplois, après 6 mois de pouvoir, regrette les coupures inhumaines au chapitre du programme Canada au travail qui ont provoqué l'élimination de centaines de collectivités au Canada.

Il faut dire à la population, monsieur l'Orateur, que cette motion de l'opposition est, bien sûr, une occasion de plus pour critiquer le gouvernement, et pour l'inviter à mettre de l'avant des politiques plus adaptées aux besoins actuels. Dans ces discussions, comme dans toutes les autres, nous, du Parti Crédit Social du Canada, nous nous efforçons d'être le plus constructifs possible, puisque notre devise est de ne jamais critiquer pour critiquer. Mais nous nous appuyons surtout sur des propositions concrètes face au manque de décision souvent imposé par les grands responsables financiers, qui font la politique au Canada depuis toujours.

[M. Olivier.]

● (1730)

A la lecture de la motion nous constatons que l'accent est mis surtout sur la création d'emplois. C'est là, d'ailleurs, que nous découvrons la marque de commerce des deux vieux partis, c'est-à-dire que les vieux partis croient encore à la théorie du plein emploi, alors que nous croyons au revenu garanti pour tous. Les libéraux qui ne sont que des syndicalistes socialistes en retard sur le Nouveau parti démocratique ou quelquefois des socialistes de retour, puisque l'ancien premier ministre est un ancien socialiste, croient encore à la thèse du plein emploi. Ils n'ont pas encore réussi à se mettre au diapason de l'évolution moderne dans tous les secteurs.

Et je me demande, monsieur l'Orateur, si le gouvernement actuel va enfin percer le mur du son des vieilles théories—parce qu'on dit que les Tory sont extrêmement conservateurs—pour se lancer vers de vraies réformes sociales qui nous permettraient de rattraper cette montée vertigineuse de cette évolution scientifique, industrielle, mécanique et même électronique, afin d'en arriver à un système économique humanisé qui permettra à chaque Canadien de profiter des immenses richesses de notre pays.

Nous vivons à l'ère de l'électronique, je dirais même l'ère spatiale, cependant que sur le plan social et humanitaire, nous nous retrouvons 50 ans en retard. Il y a 100 ou 50 ans on disait à qui voulait l'entendre qu'il faut travailler pour pouvoir vivre, et cela s'expliquait à cette époque, monsieur l'Orateur, puisque l'artisanat était l'industrie de base et la production était soumise au nombre de bras à l'ouvrage.

Mais aujourd'hui, alors que la machine a pris la place des bras et des mains d'artisans, obligeant plus de 60 p. 100 de la main-d'œuvre régulière de devenir des désœuvrés, cependant que la production augmente quand même au rythme de 10, 20, 50 fois son volume, après la modernisation par les nouvelles techniques, on sera d'accord avec moi que nous ne pouvons plus tenir le langage de nos arrière-grands-pères et même de nos grands-pères en nous basant sur la théorie du plein emploi. Et lorsque nous criions après le gouvernement, comme le font aujourd'hui les libéraux et les néo-démocrates, en lui reprochant de ne pas créer d'emplois, nous devenons de plus en plus ridicules parce que nous savons par l'expérience de toutes les années que nous avons passées ici, que presque tous les emplois que le gouvernement a créés dans l'industrie étaient pour la plupart des emplois temporaires. Et les emplois permanents ne font que confirmer la règle générale. Tous ces emplois temporaires, dis-je, n'ont servi qu'à moderniser les industries et à créer des mises à pied nouvelles plutôt que des emplois. Si je m'en tiens aux emplois industriels, omettant volontairement les emplois de service, c'est parce que les emplois de service représentent toujours une nouvelle taxe pour les contribuables.

Si nous cessions une fois pour toutes de parler de plein emploi et luttons pour le meilleur système de revenu annuel garanti, non seulement pour tous ceux qui ont été congédiés pour être remplacés par la machine mais pour les consommateurs sans travail rémunéré, basé sur la production, je dirais même basé sur la surproduction ou la super possibilité de production de notre pays!